

**L'ÉCHÉANCE DE LA CONFÉRENCE DU GNL EN 2010****Oran derrière les façades !**

**Avril 2010 est la date retenue pour la 16<sup>e</sup> conférence mondiale du GNL qui se déroulera à Oran et qui est, depuis peu, l'échéance qui fait bouger les responsables locaux.**

Pour ce faire, Oran a désormais devant elle deux années pour se transformer et présenter le visage d'une grande métropole moderne, propre, accueillante, dotée des équipements les plus modernes, où il fera bon vivre, et ce pour impressionner les quelque 4 000 participants annoncés, venant des quatre coins de la planète. Ces illustres invités, dirigeants et staffs des plus grandes compagnies mondiales de la pétrochimie, décideurs politiques, ambassadeurs, etc. ne doivent surtout pas

avoir l'impression de débarquer dans une cité anarchique, repoussante d'insalubrité, qui se lézarde de partout.

Pour ce faire, on se prépare à lancer à coups de milliards de dinars de vastes opérations de ravalement de façades, des liftings pour quelque 200 immeubles identifiés se trouvant sur les principales artères du centre-ville, la réalisation de programmes d'aménagement urbain : boulevards, espaces verts, lieux de détente et autant d'autres petits projets liés au cadre

de vie des citoyens, qui étaient en attente de lancement depuis 2007. C'est-à-dire autant de projets dont les Oranais se voyaient privés depuis des années et dont ils ne cessaient de revendiquer la réalisation pour l'amélioration de leur environnement urbain.

A chaque visite de ministres à Oran, on profite pour ressortir de vieilles fiches techniques et les demandes de budgets spéciaux pour assurer ce grand lavage d'Oran et affirmer réaliser en deux ans ce qui n'a pas été fait en 20 ans. Toute cette agitation et les marchés qui seront octroyés du même coup ne seront que du trompe-

l'œil et ne pourront masquer l'envers du décor ou encore faire oublier ce qu'il y a derrière les murs blanchis du centre-ville d'Oran. Il suffit aux visiteurs un peu curieux de dépasser juste d'une ruelle les façades des avenues comme la rue Larbi-Ben M'hidi, la rue Khemisti, la place du 1<sup>er</sup>-Novembre etc., pour découvrir la réalité : Oran est une ville qui tombe en ruine, rongée jusque dans ses entrailles par l'insalubrité, les dégradations, la misère, une population livrée à elle-même, qui vit trop souvent d'expédients et du marché parallèle, exclue surtout lorsqu'il s'agit de familles aux revenus modestes dont la

prise en charge n'a jamais été le souci des responsables locaux. Les deux derniers séismes ont rappelé tristement cet état de fait d'abandon. Il ne se passe pas un jour sans que soient enregistrés des effondrements d'immeubles et de vieilles bâtisses.

Pratiquement, tous les quartiers de la ville sont touchés : Derb, St-Pierre, Sid-El-Houari, Bel-Air, El-Hamri... jetant du même coup à la rue des centaines de familles. Celles-ci n'ont le choix qu'entre mourir écrasées par l'effondrement d'un mur, d'un toit où alors s'installer à même la chaussée ou sur les trottoirs. De plus en plus, ces quartiers d'Oran

offrent un spectacle désolant : celui de familles vivant sous des abris faits de planches et de tôles de récupération, de bâches de plastique.

Flanquées de banderoles réclamant le droit à un logement décent, qui sont autant d'appels au secours, ces familles abandonnées derrière les façades ont détourné, à leur façon, l'opération «un drapeau dans chaque maison» en plantant des drapeaux au-dessus de leurs abris de fortune. Une façon symbolique pour elles de revendiquer une citoyenneté à part entière qui passe par l'accès aux droits sociaux les plus élémentaires.

Fayçal M.

**Sonatrach annonce de nouvelles découvertes d'hydrocarbures**

**La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a annoncé hier trois nouvelles découvertes d'hydrocarbures dans le Sud algérien à l'issue de ses travaux d'exploration avec ses partenaires Statoil Hydro, BP et le consortium BG-Algeria-Gulf Keystone, a indiqué Sonatrach.**

Ces découvertes ont été réalisées à la suite des forages respectivement de Tinerkouk west-1 (TNKW-1) par l'association Sonatrach-Statoil Hydro, dont le contrat est entré en vigueur le 14 mars 2005, de Tin Zaouatene-1 (TZN-1) par l'association Sonatrach-BP

dont le contrat est entré en vigueur le 24 septembre 2005, et de Reg Mouaded-1 (RM-1) par l'association Sonatrach-BG Algeria Gulf Keystone dont le contrat est en vigueur le 24 septembre 2005, précise Sonatrach dans un communiqué. Concernant le forage de

TNKW-1, il s'agit d'un puits situé sur le périmètre Hass Mouina (blocs 317b, 319b, 321b et 322b) dans le bassin de Gourara qui a produit à partir du réservoir carbonifère 9 167 m<sup>3</sup>/h de gaz avec une pression de 1 449 PSI sous duse 32/64. Il constitue ainsi le 5<sup>e</sup> puits positif réalisé par l'association Sonatrach dans ce périmètre. Pour le puits TZN-1, il est situé sur le périmètre Bourarhet sud (blocs 230-231) dans le bassin d'Illizi et qui a

produit à partir du réservoir cambro-ordovicien 11.220 m<sup>3</sup>/h de gaz avec une pression de 1 823 PSI sous duse 32/64. TZN-1 est le premier puits d'exploration foré par l'association Sonatrach BP dans ce périmètre.

Quant au puits RM-1, il est situé sur le périmètre Hassi Ba Hamou (blocs 317b, 322b, 347b, 348 et 349b) dans le bassin de Béchar Oued Namous et qui a produit à partir du réservoir dévonien

3 776m<sup>3</sup>/h de gaz avec une pression de 655 PSI sous duse 32/64. Ce puits constitue la première découverte de l'association Sonatrach-BG Algeria-Gulf Keystone dans ce périmètre.

Avec ces trois nouvelles réalisations le nombre de découvertes opérées par Sonatrach durant l'année 2008 s'élève à neuf dont trois en effort propre et six en association.

APS

**HABITAT****Le gouvernement prend de nouvelles mesures**

**Le gouvernement vient de prendre une série de mesures destinées à dynamiser la politique nationale de l'habitat, en exécution des directives données par le président de la République lors de l'examen du dossier du logement en Conseil des ministres du 23 juillet dernier, ont indiqué hier les services du chef du gouvernement dans un communiqué.**

La première mesure concerne le montant de l'aide financière de l'Etat pour l'accès au logement social participatif (LSP) ou pour la construction d'un logement rural (LR), qui est désormais relevée de 500 000 DA à 700 000 DA par bénéficiaire.

Cette mesure «prend effet immédiat y compris pour les projets dont les dossiers ont été déposés et les travaux non encore lancés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008», précise la même source.

Le nouveau dispositif stipule également que l'aide financière de l'Etat au

logement rural est désormais étendue aux travaux de réparation ou d'extension d'habitations rurales.

Les montants de l'aide financière publique «seront, dans ce cas, déterminés selon la consistance du dossier soumis, et dans les limites maximales de 700 000 DA.»

Cette mesure est destinée «à encourager, notamment le retour des populations ayant évacué leurs hameaux durant les années de déchaînement du terrorisme», explique la même source.

Le bénéfice de l'aide publique à la construction,

à la réparation et à l'agrandissement du logement rural «est conditionnée par la preuve que ladite demeure est la résidence principale du demandeur, et qu'elle ne sera pas cédée pendant une période qui sera déterminée», ajoute le communiqué.

En outre, «l'accès à l'aide financière publique pour le logement rural n'est désormais plus conditionnée par la présentation du titre de propriété de l'assiette foncière destinée à accueillir la construction ou sur laquelle se trouve la demeure à réparer ou à élargir».

En l'absence du titre de propriété, les communes, habilitées par la loi et la réglementation, délivreront un document nommé «certificat de possession» qui remplacera le titre de propriété.

Ces nouvelles mesures «ne manqueront pas de donner une accélération à la réalisation du logement social participatif», note la même source qui ajoute qu'elles permettront également de «dynamiser l'habitat rural dans le but de stabiliser la population des campagnes, objectif pour lequel l'Etat mobilise aussi d'importants moyens dans le cadre de la politique de développement rural».

Parallèlement, «le gouvernement poursuit la préparation d'autres mesures découlant des directives émises par le président de la République en juillet dernier afin de renforcer les efforts publics destinés à résorber le déficit national en logements de toutes catégories», indiquent les services du chef du gouvernement.

APS

**ATTENTAT KAMIKAZE  
CONTRE LE COMMISSARIAT  
DE POLICE DE TIZI-OUZOU****L'UGTA condamne  
et appelle les travailleurs  
à rester vigilants**

Par le biais d'un communiqué parvenu à notre rédaction, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a réagi au lendemain de l'attentat à la bombe qui a ciblé la brigade des renseignements généraux de la police de Tizi-Ouzou, qu'elle dit condamner.

Ainsi, le secrétaire général de l'UGTA, au nom de la direction nationale, des cadres syndicaux et des travailleurs algériens, évoque «une profonde émotion devant cet acte criminel qui porte la signature de l'extrémisme visant à créer un climat de violence propice à toutes les manœuvres malsaines et déstabilisatrices». Il déclarera, en outre, que «cet acte vise à porter atteinte à la réconciliation nationale, choix souverain du peuple algérien». Cette dernière, précise le secrétaire général de l'UGTA, «constitue une condition déterminante pour la paix et le développement du pays». L'Union générale des travailleurs algériens déclare aussi exprimer sa sympathie aux personnes blessées lors de l'attentat. Le secrétaire général de l'UGTA appelle, en outre, les travailleurs algériens à demeurer mobilisés et vigilants contre ces actes terroristes criminels et barbares.

Synthèse F.-Z. B.